

## Entretien avec Michelle PERROT le 17 juillet 2001



### Comment expliquez-vous la position secondaire de la question du logement dans les revendications ouvrières au XIXe siècle ?

Il faut distinguer les revendications de grève, salariales avant tout (le logement n'est qu'exceptionnellement du ressort du patronat), et les revendications des associations et des syndicats, émises par exemple à l'occasion de congrès. Celles-ci sont tardives (congrès de la CGT au Havre en 1912) et apparaissent d'abord sous l'angle du coût du loyer. C'est contre l'enchérissement du loyer que les ouvriers protestent, notamment à Paris et dans les grandes villes, parce qu'il les oblige à quitter le centre-ville. Or, les ouvriers réclament moins le droit au logement que le droit à la ville.

L'industrialisation française a été un processus lent, "glissement sans arrachement", a-t-on dit, avec des implantations d'usines textiles au "fil de l'eau", à la campagne, et les conditions de logement des ouvriers étaient proches de celles des paysans : aucun confort mais de l'espace. La seconde révolution industrielle, celle des années 1880, fondée sur le charbon et la sidérurgie, a provoqué une désindustrialisation des campagnes, et un exode rural de familles entières qui s'entassaient dans les villes, sans espoir de retour. C'est à ce moment que la question du logement commence à se poser. À l'étroit dans des logements proches des "taudis", les ouvriers n'ont plus – ou ont moins – recours à cet espace extérieur qui pouvait être une compensation aux mauvaises conditions d'hygiène ou de confort. Une souffrance est en train de naître, d'autant plus qu'au même moment l'hygiène, la propreté, sont des valeurs en hausse, indices d'un désir de décence et de respectabilité très sensible dans la préoccupation croissante que les travailleurs accordent à leurs vêtements. Les mouvements populaires, notamment les anarchistes, prennent en compte ce malaise en préconisant moins l'amélioration du logement que la grève des loyers. Le problème central est donc toujours monétaire. Si on ne peut pas payer son "terme" (le loyer était dû par trimestre), on s'en va, on

déménagement “à la cloche de bois” (celle qui ne fait pas de bruit), en chargeant hardes, ustensiles, matelas et mobilier (peu de chose) sur une de ces voitures à bras, qui étaient un moyen de transport courant dans le Paris de cette époque. Les compagnons anarchistes faisaient du soutien à ces déménagements une action militante, contre les “proprios”. “Monsieur Vautour” était aussi détesté que les patrons : deux figures du capital.

La revendication d’un droit au logement vient, un peu plus tard, des ouvriers qualifiés en mesure de payer un peu plus cher pour leur loyer et qui ne supportent plus de vivre de cette manière. Deux points leur sont spécialement sensibles : avoir une cuisine distincte (à cause des mauvaises odeurs) et séparer le coucher des parents de celui des enfants. Avoir des WC chez soi, avant 1914, paraît un luxe inaccessible. La cherté des loyers à Paris et dans les grandes villes a poussé au départ en banlieue, où par ailleurs s’implantent la plupart des grandes usines. Elle a été un moteur de l’habitat pavillonnaire.

**Dans le contexte des grèves ouvrières, avez-vous rencontré des documents qui donnaient un point de vue sur les cités ouvrières patronales ? Relativement peu nombreuses, elles apparaissent d’un côté comme soumises au contrôle patronal et de l’autre comme offrant une qualité de cadre de vie que l’on n’avait pas ailleurs. N’y a-t-il pas une réévaluation un peu moins critique que celle lancée par Le Petit Travailleur infatigable qui dénonçait la discipline appliquée en dehors des horaires de travail ?**

En matière de logement, les ouvriers expriment surtout leur désir d’indépendance, leur préférence pour l’habitat individuel et le refus des “cités”. À Paris, les cités “Napoléon” (construites à l’initiative de Napoléon III) firent fiasco. En province, les cités industrielles furent surtout l’œuvre du grand patronat. Elles rencontrèrent une forte résistance et réussirent d’abord auprès des déracinés, migrants paysans ou étrangers (belges, italiens), qui n’avaient guère d’autres solutions, du moins ceux qui travaillaient dans les mines. Le patronat des grandes usines (Peugeot, Dollfuss, de Wendel et surtout Schneider) eut une politique plus ingénieuse, passant non seulement par la location de logements mais aussi par l’accession à la propriété. Le Creusot mit sur pied, notamment entre 1870 et 1920, un ensemble d’institutions visant à stabiliser la main-d’œuvre par des avantages sociaux (écoles, hôpitaux, logements) dans un espace contrôlé. Dès lors qu’on acceptait de s’y intégrer, en renonçant à la liberté syndicale, on y bénéficiait d’un niveau de vie supérieur à la moyenne. Le consentement faisait partie du système qui visait à créer un véritable esprit d’entreprise, à l’allemande. Le logement patronal a rarement fait l’objet de contestation frontale, à la différence des magasins dits “coopératifs”, en réalité des magasins patronaux où les ouvriers étaient absolument contraints de se fournir, avec retenue de leurs achats sur leur salaire. Cette espèce de truck system a suscité une opposition grandissante et des grèves, nombreuses et parfois violentes, dans les années 1880. C’était contraire aux mœurs républicaines, à la logique même du salariat, et une loi mit fin à cette pratique.

**Revenons à quelques éléments biographiques. Vous avez choisi l’histoire du XIXe siècle, pourquoi ce siècle-là ?**

Lorsque j’ai commencé mes recherches, dans les années 1950, le XIXe siècle était encore “le siècle dernier”, le plus proche de nous, le plus accessible quant aux sources et notamment aux archives qu’on ne pouvait consulter sans autorisation à moins de cinquante ans. Les grandes

séries d'archives départementales, comme les séries M (versements de la Préfecture) et U (série judiciaire) n'étaient pas même classées, et j'ai souvent dû faire le tri moi-même dans les dépôts. Et puis, pour l'histoire de la classe ouvrière, qui m'intéressait, c'était un grand siècle : celui de l'industrialisation, de la formation de la classe ouvrière, de la naissance du mouvement ouvrier.

J'ai d'abord travaillé sur les "coalitions" ouvrières de la Monarchie de Juillet pour ma maîtrise. Mais un historien suisse, Jean-Pierre Aguet, leur ayant consacré un livre exhaustif, je me suis orientée vers les conflits de la III<sup>e</sup> République. Période d'une grande richesse documentaire : après la Commune, les ouvriers sont des suspects et la moindre grève donne lieu à des enquêtes de police ; l'Administration exige de ses préfets des rapports circonstanciés et des statistiques régulières. Une étude quantitative, propice à une approche solide et économique, et qualitative était possible. La grève était un bel objet, mesurable et dense. En outre, en cette période où le mouvement ouvrier était peu organisé, le syndicalisme balbutiant, le socialisme incertain, on pouvait saisir des pratiques et une parole ouvrières, que j'imaginai plus authentiques. J'avais sans doute tendance à idéaliser "la base".

**Votre nom est tout de suite associé à l'histoire des femmes.**

**Expliquez-nous comment vous êtes passée des grèves à l'étude de ce continent oublié, à cette moitié du monde.**

Je m'y intéressais depuis longtemps. Frappée par la lecture du Deuxième Sexe (1949) de Simone de Beauvoir, j'avais même envisagé de travailler sur le féminisme, ce qui parut à Labrousse, mon directeur, un peu trop "dans le vent".

J'ai retrouvé les femmes dans les grèves, où la différence des sexes est éclatante. Les femmes, jeunes la plupart du temps, mènent des grèves défensives, peu organisées, mais mouvementées. Elles sont peu soutenues car les ouvriers estiment que ce n'est pas leur affaire. La grève est un acte viril, au contraire de l'émeute de subsistance, de la défense du juste prix du pain et de la nourriture, dévolue aux ménagères que sont les femmes, par fonction et destin.

**À partir de quand vous êtes-vous rendu compte que ces études sur le féminisme et l'histoire des femmes étaient complètement absentes de l'Université ?**

Avec le mouvement des femmes, et à partir d'une question soulevée par les féministes : "D'où venons-nous ?"

J'ai soutenu ma thèse en 1971. J'ai été maître de conférences avant d'être titularisée comme professeur en 1974 à Paris-VII, université créée après 1968 et que j'avais choisie pour sa pluridisciplinarité et sa liberté d'initiatives. Je m'engage dans le mouvement des femmes, je manifeste, etc., et nous commençons à nous interroger, moi et quelques collègues. Qu'enseigne-t-on sur les femmes ? Rien. C'est ainsi qu'en 1973, Pauline Schmitt, Fabienne Bock et moi-même avons décidé de proposer un cours intitulé "Les femmes ont-elles une histoire ?"

La première année, nous avons invité des sociologues qui avaient déjà un peu défriché le

terrain et des historiens, puis nous avons fait nos propres cours les années suivantes. Nous avons décidé de créer notre propre matériau. Professeur, j'ai pu ouvrir un séminaire, fréquenté par de nombreuses étudiantes intéressées par le sujet. J'ai organisé des recherches, proposé des sujets, suivi des thèses. Au bout du compte, j'ai fait soutenir 50 thèses sur l'histoire des femmes. Elles ont par conséquent constitué un matériau, Marx dirait une "accumulation primitive", qui a d'ailleurs cessé de l'être avec la création de revues, de centres et de cours d'histoire des femmes, à Aix-Marseille à Toulouse et à Angers, par exemple. Car l'expérience Jussieu faisait partie d'un mouvement beaucoup plus vaste, qui traversait, peu ou prou, toutes les disciplines et qui leur posait la question du "genre". Il y avait une volonté de "rupture épistémologique", souvent inaboutie, mais qui a profondément renouvelé le questionnement et la construction des savoirs.

En histoire, il existe une revue, *Clio*, créée en 1995, deux associations, Mnémosyne et Siefar (pour l'étude des femmes de l'Ancien Régime), et un centre d'archives du féminisme, ouvert à l'Université d'Angers depuis mai 2001. On y trouve d'ores et déjà les archives de Cécile Brunschvicg, une des sous-secrétaires d'État nommées par Léon Blum en 1936, radicale, suffragiste et féministe active. On y attend celles de Michèle Coquillat, prématurément décédée, membre du cabinet d'Yvette Roudy, elle-même décidée à y déposer les propres archives de son cabinet. D'autres viendront. Il existe désormais une mémoire et une histoire des femmes. Toutefois, l'Université française demeure réticente devant ces recherches, dont elle redoute la contestation militante, voire la dérive identitaire.

### **Vous avez écrit un article sur les Apaches, qu'en était-il de la place des femmes dans les mouvements marginaux urbains ?**

Ce sont des phénomènes dont il ne faut pas exagérer l'idéologie intrinsèque. Les Apaches n'étaient pas des libertaires. C'étaient des bandes de jeunes – j'ai écrit à tort qu'il s'agissait de "premières" bandes, alors que la bande est une forme de sociabilité juvénile beaucoup plus ancienne, qui s'est manifestée dès le Moyen Âge –, revendiquées par les libertaires comme signe de révolte de la jeunesse. Il s'agit d'une construction médiatique ambiguë, œuvre d'une grande presse en plein essor avide de "faits divers" et de récits de crimes, comme l'a montré Dominique Kalifa, et exploitée par ceux qui tentent de faire de la sécurité un enjeu politique. Au moment où les radicaux au pouvoir, appuyés par les socialistes, déposent un projet de loi abolissant la peine de mort (1908), la droite met en exergue les chiffres de la délinquance, juvénile surtout, et souligne l'insuffisance d'une répression "énervée". "Comment abolir la peine de mort avec la jeunesse que nous avons ?", clame, par exemple, un certain Dr Lejeune qui propose de revenir à des châtiments corporels publics : "Faut-il fouetter les Apaches ?", s'interroge-t-il pour répondre "oui".

Le terme d'"Apache" avait été utilisé d'abord par un membre du tribunal, pour stigmatiser la violence des jeunes, lesquels l'avaient repris à leur compte pour s'en glorifier. On vit alors fleurir les Apaches des Batignolles, de Ménilmontant, de Belleville, etc.

Il ne faut pas davantage idéaliser la place des filles dans ces bandes. Leur rôle se situait souvent à la limite de la prostitution : les "marmites" avaient à cœur de rapporter de l'argent à leurs amis, de jeunes souteneurs censés les protéger en vivant de leurs charmes. Quelques-unes ont pu devenir chefs de bande, par exemple la fameuse Casque d'Or, dont l'histoire a inspiré Colette (la Casque de Cuivre de *L'Ingénue libertine*), Armand Lanoux ou le cinéaste

Jacques Becker (Simone Signoret interprétant l'héroïne). On a publié en feuilleton des mémoires attribuées à Casque d'Or, mais visiblement apocryphes. Quelle réalité dans ces représentations ? Il est, en tout cas, intéressant de noter cette volonté, peut-être perverse, de montrer l'émancipation des "femmes Apaches".

**Dans un livre-entretien avec Jean Lebrun, vous évoquez les lieux des femmes, dans la ville. Pouvez-vous les présenter et les préciser ?**

Les lieux des femmes dans la grande ville du XIX<sup>e</sup> siècle tiennent évidemment à leurs fonctions et à leur sociabilité.

Pour les femmes des classes populaires, c'est simple. Il s'agit des lavoirs, des marchés, de la rue. Dans les villages, le lavoir est un lieu de femmes, redouté par les hommes. Les femmes y sont entre elles, exclusivement, contrairement aux lavoirs des villes où des hommes peuvent être présents. Les femmes y parlent beaucoup, parfois de sexualité, et pour les hommes ce sont des lieux de médisance. Dans les villes, les lavoirs gardent ce rôle. À Paris, les lavoirs étaient installés le long de la Seine, dans des bateaux-lavoirs qui progressivement ont été réduits à cause de la densité de la circulation fluviale. Napoléon III les a supprimés, mais en compensation, afin d'éviter les troubles, on a construit des lavoirs dits "de terre ferme". On a essayé d'aménager des lavoirs comme des modèles d'hygiène et d'organisation du temps. L'un, dans le quartier du Temple, est resté célèbre car des ingénieurs-hygiénistes s'inspirant d'une expérience londonienne l'avaient conçu comme une succession de cases individuelles très fonctionnelles, mais le compartimentage empêchait la conversation. Son accès était payant et en prime les femmes ne pouvaient pas parler : ce fut un échec. Les lavoirs sont devenus mythiques, Zola y place la scène d'une grande bagarre de femmes dans *L'Assommoir* ; un autre roman sans grande qualité littéraire, *Jenny, l'enfant du lavoir*, les décrit comme le centre des intrigues, des confidences des unes, des amours des autres, des enfants abandonnés, des conseils que l'on se donne pour se faire avorter, etc. C'est aussi un lieu de plaisir. La Mi-Carême est la fête des lavoirs et la reine de ce jour est la blanchisseuse. L'autre lieu de sociabilité est le marché, puisque ce sont les femmes qui font les courses. Elles y ont leurs habitudes, leurs fournisseurs, leurs rencontres. Il faut aussi évoquer les grands magasins. Ce sont des lieux de tentation, ils sont beaux, propres, présentent des choses à la mode. La délinquance féminine, faible et faiblement poursuivie – de même qu'aujourd'hui il y a 96 % d'hommes et 4 % de femmes parmi la population incarcérée, au XIX<sup>e</sup> siècle, il y avait un tiers de femmes en prison pour deux tiers d'hommes –, est relancée avec l'ouverture des grands magasins. Le vol était opéré par au moins deux catégories de femmes : les bourgeoises et les couturières. Les psychiatres développent l'idée d'une maladie chez les bourgeoises qui, pourtant à l'abri du besoin, volent quand même. La kleptomanie est devenue une forme d'aliénation féminine. Les couturières, elles, cherchaient à avoir plus de fournitures qu'elles n'en achetaient.

Le grand magasin est un lieu de femmes à tous les niveaux, de la clientèle et du personnel. Au début les vendeurs sont des hommes, mais progressivement ils deviennent chefs de rayon et dirigent les femmes employées comme vendeuses. La mutation se fait dans les années 1870-1880, quand les femmes fréquentent les magasins sans être accompagnées. Le personnel féminin coûte moins cher, est plus obéissant et plus soigné. La demoiselle de grand magasin devient une figure du travail féminin, mais sous les ordres d'un homme.

Vient ensuite l'église dont la politique est de garder les femmes et les jeunes filles par la sociabilité. Mois de Marie, Enfants de Marie, tentent de créer une ambiance chaleureuse autour des femmes. Combattant l'abandon subi par les pauvres femmes, l'Église véhicule l'idée qu'il est souhaitable que celles-ci puissent se retrouver dans des endroits prévus pour leur accueil.

### **Peut-on dire qu'il existe des itinéraires plus féminins, ou plus masculins, dans la ville ?**

Oui, et plus encore des heures. La femme ne peut pas fréquenter la ville la nuit, c'est dangereux. Si elle circule seule la nuit, elle est suspecte, elle passe pour une prostituée ou pour une femme galante. Sous la Restauration, un arrêté interdisait aux femmes de sortir non accompagnées après minuit. La prostitution n'est pas interdite, mais elle doit se faire dans des lieux bien délimités contrôlables par la police. Ce que l'on poursuit, ce n'est pas la prostitution, mais les clandestines essentiellement pour des raisons sanitaires. La prostitution est considérée comme un mal nécessaire, même par l'Église, à cause de l'"irrépressible" sexualité masculine. Parent-Duchatelet, qui est le père du réglementarisme, c'est-à-dire d'une prostitution saine et réglementée, a codifié toute la "profession".

Ce qui rythme la vie des ménagères et des mères de famille, les heures de marché et les heures de courses, l'heure des écoles, explique la circulation des femmes dans la ville. Les descriptions de Paris dans les années 1900 nous montrent que la ville se féminise à partir de 8 heures du matin. Dans les quartiers populaires, les hommes sont partis au travail et, les femmes qui ont terminé leur ménage sortent. Elles vont faire les courses, et la rue se remplit de femmes. Dans les quartiers bourgeois, les femmes font des visites ; elles ont leur "jour" de salon ; elles fréquentent les salons de thé et les musées. Elles s'occupent de leurs "œuvres" et de leurs pauvres.

### **Quelle est l'importance des femmes dans la transformation des normes de confort dans l'habitat ?**

En fait, leur rôle est mal connu. Il était restreint par leur manque de disponibilité financière. Les décisions d'investissement, de plans d'une maison, voire de l'ameublement demeurent, dans la bourgeoisie du XIX<sup>e</sup> siècle, largement l'affaire des hommes, qui, par ailleurs, sont pratiquement les seuls collectionneurs. Les architectes consultent peu les femmes dont l'action s'exerce davantage dans le choix des menus objets et la constitution du décor de la vie.

Le rôle des femmes a grandi au XX<sup>e</sup> siècle, avec les arts ménagers, qui s'adressent plus directement aux femmes, auxquelles on vante les vertus de l'aspirateur dans la lutte contre la poussière, principal vecteur de tuberculose. Un magazine comme *Mon chez moi*, de Paulette Bernège, émule de l'américaine Christine Frederiks, est dédié aux femmes et décline les avantages et les standards de la modernité ménagère.

Les femmes se sont laissé aisément séduire, puisqu'elles affrontaient les tâches du quotidien. Deux facteurs, surtout, ont joué : la crise de la domesticité et l'accès de plus en plus massif des femmes au salariat. "On ne peut plus se faire servir", déplorent les maîtresses de maison bourgeoise de l'entre-deux-guerres qui, du coup, deviennent des adeptes de "l'électro-bonne". Et pour les salariées s'instaure la "double journée" qui fait que tout allègement des tâches

domestiques – et par conséquent de meilleurs équipements – est bienvenu et souhaité. Les années décisives sont celles de la Reconstruction, des Trente Glorieuses. Elles voient “la mort de la ménagère” traditionnelle. Une révolution domestique qui, pourtant, n’entraîne pas encore de modifications des rôles dans le couple.

Les femmes sont donc en quelque sorte contraintes à la consommation qui les prend pour cibles. Ce qui passe aussi par le désir, le plaisir, l’identification à de nouveaux modèles. L’autobiographie de Lise Vanderwielen, écrite à la troisième personne et publiée sous le titre *Lise du Plat Pays*, est à cet égard un remarquable témoignage. L’auteur, née au tout début du xxe siècle, raconte sa vie depuis l’enfance qu’elle a passée dans une courée de Lille où habitaient ses parents, ouvriers du textile. Elle-même a travaillé dans les filatures, mais il est une chose qu’elle ne supporte pas dans la condition ouvrière : la saleté, la promiscuité. Elle en souffre, et son modèle, son idéal, est de devenir coiffeuse : accéder à la beauté et au luxe. Les petites boutiques de coiffure prospèrent en effet avec la mode des cheveux courts et des “indéfrisables”. Un nouveau métier pour les femmes se développe en même temps que se crée un lieu privilégié par les femmes. Lise réalisera son rêve et une certaine forme de bonheur. Elle raconte aussi tout ce qu’elle entreprend dans son intérieur pour qu’il soit “beau et propre”. Elle est très demandeuse d’arts ménagers qui lui apparaissent comme le progrès.

**Considérer que la sphère privée c’est la maison, que l’intérieur c’est la femme, est-ce une idée déjà présente au xixe siècle qui perdure ou qui est en train d’être un petit peu chahutée ?**

Le rapport que les femmes entretiennent avec leur intérieur est bien antérieur au xixe siècle. Dans le monde paysan, la fermière, la maîtresse de maison, s’occupe d’entretenir la salle commune, la basse-cour et se charge des petits travaux à proximité de l’habitation. Femme et maison sont unies par une très ancienne alliance. Le xixe siècle va la théoriser. De la distinction des sphères publique et privée naîtra une espèce de forme de “gouvernementalité”. Il faut penser la cité, la société démocratique. Le public sera réservé aux hommes, au cœur du public on trouvera le politique ; le privé, au milieu duquel la maison, sera l’affaire des femmes... sous la surveillance des hommes naturellement puisque le Code civil consacrait leur autorité jusqu’à une date récente. Malgré tout, les hommes ne sont pas toujours là, ils délèguent, et les femmes prennent quand même le pouvoir dans cet espace, si le mari n’est pas un tyran. Une forte identification existe entre femme et intérieur ; la maîtresse de maison bourgeoise qui règne sur ses domestiques et la ménagère populaire sont des figures classiques. Perdurent-elles ? Oui et non. Oui, dans la mesure où nous savons bien que les travaux ménagers sont le plus souvent à la charge des femmes, qui en assurent les trois quarts. Toutes les statistiques s’accordent sur ce sujet. La part des hommes n’a progressé que de 2 % en quinze ans. Malgré les nouveaux pères dont on nous parle tant, le partage des tâches n’a pas beaucoup évolué. La maison reste le monde des femmes, mais la ménagère d’autrefois – on l’a dit – est morte. Les machines, l’industrie du froid épargnent de nombreux travaux aux femmes. Celles-ci gèrent moins des choses que du temps, et surtout celui qui concerne les enfants. Ceux-ci ont beau être rares, le taux de fécondité en France est de 1,75 (toutefois un des plus élevés d’Europe), ils sont bien plus précieux qu’autrefois. L’éducation des enfants est un réel souci. L’école, les études, les relations avec les professeurs, le “hors-travail”, tout ce que l’on peut apprendre en dehors, les loisirs, le sport, tout cela devient absolument obsédant, et qui s’en occupe la plupart du temps ? Les mères. À certains égards, leurs tâches se sont alourdies.

## **Le mode de vie dominant dans notre pays est le périurbain, avec le jardin autour de la maison, etc. Ce mode de vie peut-il nourrir une certaine urbanité ?**

Je n'ai pas beaucoup réfléchi à cette question, mais j'observe que l'on vient de rééditer des classiques dont L'Habitat pavillonnaire. Les auteurs notent dans leur nouvelle préface qu'ils avaient raison dans les années 1960 d'avancer que ce type d'habitat était celui de l'avenir. Le désir des Français d'avoir leur maison à eux n'a pas faibli. Est-ce un signe de renfermement sur l'"entre-soi" et la famille ? Je n'en suis pas si sûre. La famille d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec celle de ces années-là. Elle est éclatée, recomposée, pour le meilleur, et pour le pire. Chacun sait que cela n'est pas simple, ces nouveaux modèles expriment cependant une certaine liberté. Elle entraîne une multiplication de relations entre des gens divers et variés qui viennent à la maison. Par rapport à ma génération, les plus jeunes vivent d'une manière plus ouverte. Les couples, eux-mêmes recomposés, avec des enfants nés d'unions différentes, se rencontrent pour un jogging ici ou là, pour déjeuner chez les uns ou les autres. Je ne pense pas que ce monde de la famille, qui pourtant se pense autour de la maison, éventuellement autour du pavillon, soit un monde si fermé que cela. Par ailleurs, ces jeunes gens sont souvent très engagés moins dans la politique qui les intéresse modérément que dans des associations. La société civile est plus riche qu'on ne le dit. Il n'y a jamais eu autant d'associations, donc il ne faut pas être trop pessimiste. Les modèles d'autrefois n'existent plus, mais il ne faut pas juger la société d'aujourd'hui selon les critères de ces modèles d'autrefois. La société n'est ni pire ni meilleure. On reticote différemment une autre réalité. L'idée de progrès global d'une société est difficile à estimer parce qu'il faut parfois le payer par une souffrance.

## **Êtes-vous pour un quota de femmes dans le monde politique ?**

Je suis pour la parité. Hommes et femmes sont à parts égales dans la société, ils doivent arriver à être à peu près à égalité dans le monde de la politique, et cela devrait progressivement s'étendre aux autres domaines. L'idée paritaire doit être une idée motrice, mais évidemment il ne faut pas être esclave des mots. Si un homme aime cuisiner et que sa femme n'aime pas, elle peut faire autre chose ; si mon fils veut être danseur et que ma fille préfère être général, qu'ils se lancent ! Avec la parité, aucun secteur n'est réservé à l'un ou l'autre sexe. C'est un objectif dont on est en fait très loin.

## **Nous n'avons pas parlé de la place de l'architecture dans l'imaginaire populaire du XIXe siècle. Le plaisir d'une beauté architecturale est-il présent ou bien apparaît-il superflu tant on est dans la nécessité ?**

Un sens du beau monument se développe y compris dans les classes populaires.

Spontanément, je pense aux voyages d'Agricol Perdiguier, auteur du Livre du compagnonnage. Il était menuisier et a entrepris son tour de France dans les années 1830. Il a servi de modèle à George Sand pour son roman Le Compagnon du tour de France (1840). Cet ouvrier très qualifié raconte qu'il visite tous les beaux monuments quand il arrive dans une ville. Il possède des guides ou ses collègues le renseignent. Au XIXe siècle naît aussi l'habitude du panorama qu'Alain Corbin a si bien raconté. Les gens montent à un point de



vue, ils veulent admirer un panorama, prendre possession d'un paysage. Alors, on aime les tours, les cathédrales, les arcs de triomphe. De là-haut, on domine, on découvre un paysage urbain. Cette pratique fait partie des habitudes. À Paris lors des promenades dominicales, on cherche à s'élever en se dirigeant vers le mont Valérien ou Ménilmontant. Le désir de vue globale d'une part, le beau monument d'autre part, font partie d'une culture populaire en train de s'élaborer à travers les voyages des artisans, les visites aux Expositions, les livres scolaires. Les ouvriers du xix<sup>e</sup> siècle trouvaient Paris beau. Ils éprouvent pour la capitale un amour touchant. Pour les classes dirigeantes, les ouvriers doivent rester à la campagne, éloignés du vice. Les classes populaires sont loin de penser la même chose. La ville représente un marché du travail, mais ils savent aussi y trouver du plaisir. On y danse, il y a de la musique, et on s'y promène tout comme les bourgeois, pas dans les mêmes quartiers certes. Cet amour de la ville est très présent dans les Mémoires laissés par les ouvriers.

En revanche, les femmes étaient encore plus absentes du monde architectural que maintenant. L'architecture est un métier viril, doté d'un fort pouvoir symbolique. L'organisation de l'espace est un pouvoir, Dieu a créé le monde, l'homme crée la ville. La ville est le substitut de la création du monde. Un architecte, c'est Dieu.

De plus, on pense qu'un homme est plus à même de commander un chantier où la main-d'œuvre est masculine. Mais ce bastion plus que viril est en train de céder, des jeunes femmes dirigent maintenant des chantiers.

### **Nous arrivons à la question rituelle, quelles sont vos villes préférées ?**

Paris, d'abord. J'y suis née, j'aime Paris. Si j'étais condamnée à vivre exclusivement à Paris, la punition ne serait pas sévère. Je suis amoureuse, je ne me lasse pas d'une promenade dans mon quartier. Je sais que je suis privilégiée en habitant ici [le VI<sup>e</sup> arrondissement], mais je le trouve inépuisable.

Si je devais vivre dans une ville de province, je m'installerais à Toulouse, une belle ville, gaie, d'une grande sociabilité. Toutes les grandes villes européennes m'attirent : Milan, Berlin, Rome, Londres, Stockholm que je trouve magnifique... Et à l'étranger, (l'Europe, c'est chez moi...) j'aimerais vivre à New York, Montréal ou São Paulo. Je me sens et me sais très urbaine.

### **Et Caen, cette ville dont l'histoire n'a plus de secret pour votre mari, Jean-Claude Perrot ?**

J'ai beaucoup aimé vivre à Caen. J'y ai vécu toutes sortes d'expériences, dont une grande diversité d'expériences urbaines justement. Jean-Claude découvrait dans les archives une ville du xviii<sup>e</sup> siècle dont il restait peu de traces, mais nous les cherchions sous les décombres. Caen, en effet, avait été détruite à 80 % et s'y loger représentait un problème épineux. Nous avons participé à des enquêtes sur l'habitat qui nous ont fait découvrir des conditions effrayantes. Nous avons également mené des enquêtes sociologiques sur les cités ouvrières, de type Schneider, de la Société métallurgique de Normandie, aujourd'hui disparue, emportée par la débâcle de la métallurgie des années 1970. Nous avons vu démarrer, d'abord lentement, puis à grande vitesse, la reconstruction de Caen. Cette reconstruction a eu le grand mérite de

dégager les monuments anciens ; mais l'habitat lui-même est triste et sent les années 1960. Faut-il pour autant condamner les grands ensembles ? Les gens de Caen, relogés parfois dans des espèces de "tonneaux " en tôle goudronnée où ils sont restés vingt ans, étaient heureux d'accéder au confort HLM. Je revois la joie de ma femme de ménage qui était dans ce cas. Faire l'histoire de l'habitat, c'est tenir compte des besoins, des souffrances, des usages de l'espace des habitants. Caen était un bon exemple.

**Propos recueillis à Paris, par Corinne Martin et Thierry Paquot, le 17 juillet 2001.**